



## REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



*Avril*

**Métro : 01/04/10**

### **L'UE et les Etats-Unis au chevet d'Haïti**

Au siège des Nations Unies à New-York, Les Etats-Unis et l'Union européenne ont joué les premiers rôles hier, lors de la conférence des donateurs pour la reconstruction d'Haïti qui a réuni 138 pays.

Afin d'aider le pays dévasté par un séisme en janvier, les Etats-Unis et l'Union européenne ainsi que la Banque mondiale vont apporter leur soutien financier. Cette dernière a annoncé l'annulation de la dette d'Haïti qui s'élevait à 39 millions de dollars.

Les sommes promises par les Etats-Unis et l'Union européenne vont aider à réaliser l'objectif fixé par l'ONU qui est de participer pendant dix-huit mois à la reconstruction d'Haïti grâce à une somme de 3,8 milliards de dollars.

**Direct Lille Plus : 07/04/10**

### **La Turquie veut séduire l'UE**

Nicolas Sarkozy reçoit aujourd'hui le chef du gouvernement turc Recep Tayyip Erdogan. Les deux hommes doivent évoquer la coopération économique sécuritaire et culturelle entre leurs deux pays, mais la question sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ne devrait pas être évoquée au cours de cette rencontre.

Cependant, le Premier ministre turc a annoncé la veille de son arrivée à Paris qu'il invitait le président français à effectuer une visite, afin de constater les progrès de la Turquie réalisés en vue de l'adhésion. Il est pourtant peu probable que Nicolas Sarkozy se laisse convaincre, alors qu'il s'est prononcé contre l'entrée de la Turquie dans l'UE.

Afin de convaincre, le Premier ministre turc a donné des arguments économiques et selon lui « non seulement une Turquie dans l'UE ne sera pas une charge pour l'Europe, mais elle contribuera à la soulager. »

## **Direct Lille Plus : 08/04/10**

### **Rencontre franco-turque**

Nicolas Sarkozy a reçu hier la visite du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan. Les deux hommes ont abordé notamment la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Par ailleurs, le Premier ministre turc a déclaré « qu'il ne désespère pas » de voir Nicolas Sarkozy changer d'avis, en ce qui concerne l'entrée de la Turquie dans l'Europe.

## **La Voix du Nord : 12/04/10**

### **La Grèce financée**

Les pays de la zone euro ont mis hier à la disposition de la Grèce, un plan d'aide qui prévoit des prêts d'au moins 30 milliards d'euros pour l'aider à sortir de la crise budgétaire dans laquelle elle est engluée et qui fragilise l'Europe entière.

## **Direct Lille Plus : 12/04/10**

### **Une nouvelle présidente pour l'Eurométropole**

La première secrétaire du parti socialiste et maire de Lille Martine Aubry a été élue présidente de l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai, premier groupement de coopération transfrontalière en Europe.

Depuis 15 ans, l'Eurométropole promeut des pôles de compétitivité dans les domaines du textile « innovant et intelligent » et de l'agroalimentaire. Il s'agit de la seule métropole transfrontalière actuellement sur pied.

## **Direct Lille Plus : 12/04/10**

### **L'aide financière pour la Grèce**

La somme de 30 milliards d'euros pourrait être prêtée à la Grèce qui est fortement endettée. Les ministres des Finances des pays de la zone euro se sont accordés sur les modalités d'aide au pays.

## **Métro : 12/04/10**

### **L'UE au chevet de la Grèce**

Les ministres des Finances de la zone euro se sont accordés hier sur les conditions d'une aide éventuelle à la Grèce. Il s'agit de prêts d'au moins 30 milliards d'euros. Le plan de soutien n'est pas encore activé, mais c'est un message destiné à rassurer les marchés sur la disponibilité de l'Europe pour aider la Grèce.

## **Métro : 12/04/10**

### **Aubry élue présidente de l'Eurométropole**

Martine Aubry a été élue présidente de l'Eurométropole Lille-Courtrai-Tournai. A cette occasion, elle a reçu la visite du président du Conseil européen Herman Van Rompuy dans les locaux de la communauté urbaine de Lille.

L'Eurométropole se base depuis 15 ans sur la promotion des pôles de compétitivités dans les domaines du textile « innovant et intelligent » et de l'agroalimentaire. Il s'agit de la seule métropole transfrontalière actuellement sur pied. Une dizaine de projets similaires sont actuellement en cours.

## **20 minutes : 12/04/10**

### **Martine Aubry est déjà présidente**

Martine Aubry a été élue présidente de ce premier groupement de coopération transfrontalière en Europe. Elle a reçu la visite du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et s'est déclarée « très heureuse que le président du Conseil européen soit venu saluer l'expérience « d'une métropole transfrontalière ».

## **20 minutes : 12/04/10**

### **Accord de prêt pour la Grèce**

Les ministres des Finances des pays de la zone euro se sont accordés sur les détails d'un programme de prêts à la Grèce (pouvant aller jusqu'à 30 milliards d'euros) en liaison avec le FMI.

Cet accord donne des précisions sur les conditions d'intervention des pays de la zone euro. Il permettra notamment de proposer à la Grèce des taux d'intérêt moins élevés s'élevant à 5% alors que ceux des marchés sont de 7,5%. L'objectif est de calmer la spéculation.

## **Métro : 13/04/10**

### **L'Eurométropole se fait plus concrète**

Martine Aubry a été élue présidente de l'Eurométropole. Il s'agit du premier groupement de coopération transfrontalière en Europe. Cette coopération entre Lille, Courtrai et Tournai a été initiée il y a quinze ans. Cette instance s'est d'abord concrétisée sous la forme d'une association qui a permis la mise en place de mesures concrètes.

Parmi ces mesures, on retrouve l'amélioration des fréquences des transports transfrontaliers et la baisse de leurs tarifs, des échanges plus fructueux entre les hôpitaux. On retrouve aussi la mise en réseau de pôles de compétitivité dans les domaines du textile « innovant et intelligent » et de l'agroalimentaire, ou encore la création d'un forum de l'emploi transfrontalier.

Parmi les projets à venir, la connexion future de la Lys et de l'Escaut avec la Seine, et la création d'un centre contre la criminalité virtuelle. Cependant Martine Aubry souhaite aller plus loin en développant la coopération en termes d'aménagement du territoire pour faire de la zone une métropole qui sera « construite autour de ses axes de transports, à la fois mixte socialement et en termes d'emplois. »

**20 minutes : 13/04/10**

**Grèce Les mesures d'aide à Athènes ont été bien accueillies sur les marchés  
Un plan contre la spéculation**

Le plan exceptionnel d'aide à la Grèce mis en place par les ministres de l'Economie de la zone euro a des conséquences positives sur les marchés. D'ailleurs, les coûts auxquels Athènes devait emprunter sur les marchés obligatoires ont connu une chute notable hier. En parallèle, l'euro s'est enchéri par rapport au dollar.

Ces considérations financières un peu complexes démontrent que les décisions prises permettent de limiter la spéculation contre l'Etat grec menacé de faillite. Le plan sera d'une durée de trois ans et ne sera activé que si la Grèce le demande.

Il prévoit la mise à disposition d'une somme de 30 milliards d'euros dès la première année, grâce à des prêts bilatéraux. Tous les pays de la zone euro se sont engagés à participer dans la limite de leurs moyens, même l'Espagne et le Portugal qui sont confrontés à des difficultés ont annoncé leur solidarité.

Par ailleurs Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne a déclaré que ce plan d'aide à la Grèce constituait « une décision positive ».

**Métro : 14/04/10**

**Les cheminots européens manifestent à Lille**

Les cheminots européens ont manifesté hier à Lille, contre la libéralisation du secteur ferroviaire en Europe. Ils dénoncent la politique de la Commission européenne visant la libéralisation des chemins de fer.

Celle-ci a débuté en 2003 pour le fret et a été élargie fin 2009 par l'ouverture à la concurrence des lignes internationales et elle doit encore être étendue d'ici à 2019 aux TER.

**20 minutes : 14/04/10**

## **Manifestation des cheminots européens devant Lille-Europe**

Ils ne parlent pas la même langue mais partagent les mêmes revendications. Les syndicats européens ont décidé de se réunir hier, aux alentours du siège de l'Agence ferroviaire européenne, face à la gare Lille-Europe.

Ils protestent contre la libéralisation du secteur ferroviaire en Europe. Une délégation franco-belge a été reçue à l'Agence ferroviaire européenne. Les représentants syndicaux se sont montrés inquiets face à l'ouverture à la concurrence du secteur ferroviaire européen.

**La Voix du Nord : 14/04/10**

## **Les cheminots européens en ordre dispersé hier à Lille pour protester contre la libéralisation du secteur ferroviaire**

Deux rassemblements de cheminots européens se sont déroulés hier à Lille contre la libéralisation du secteur ferroviaire. Patrick Delfosse, le secrétaire régional de la CGT-cheminots a déclaré « nous dénonçons l'ouverture à la concurrence, qui s'est faite sans retour d'expérience, y compris en Angleterre, où on a vu ses effets néfastes. »

Il a ajouté que la libéralisation ne profitait pas aux usagers et que l'on perdait la notion de service public, « les prix ne baissent pas, les conditions de circulation se dégradent, on rogne sur la sécurité, ce qui n'est plus rentable est supprimé. »

Les deux rassemblements sont bien distincts, avec d'un côté l'ETF (fédération européenne des travailleurs des transports) et de l'autre côté SUD-rail. Les deux organisations se retrouvent sur de nombreux sujets mais veulent agir différemment. D'ailleurs, une délégation de chaque pôle a été reçue par l'Agence ferroviaire européenne.

## **La Voix du Nord : 15/04/10**

### **9% Le chômage en Europe en 2010-11 prévu par le FMI**

Le Fonds monétaire international a indiqué qu'il prévoyait la persistance d'un taux de chômage « élevé » autour de 9% en moyenne dans les pays développés en 2010 et 2011.

## **La Voix du Nord : 15/04/10**

### **Crise Grecque Jusqu'à 90 milliards d'euros de crédit ?**

Les ministres des Finances de la zone euro n'ont pas exclu le fait qu'un volume total de crédit de 90 milliards d'euros soit nécessaire sur trois ans pour aider la Grèce. Berlin se refuse à « spéculer » sur ce montant.

## **La Voix du Nord : 15/04/10**

### **Albanie Union européenne**

Le Premier ministre albanais Sali Berisha était de passage à Bruxelles. Il s'est déclaré certain que son pays intégrera l'Union européenne « plus tôt » qu'il ne l'imagine lui-même. Il a déclaré ne pas avoir de « date pour l'adhésion, mais cela arrivera plus tôt que je ne le pense moi-même. »

L'Albanie avait déposé une demande d'adhésion à l'UE en avril 2009. De plus, le Premier ministre estime que son pays a « rempli toutes les conditions » posées par la Commission européenne pour entamer le processus d'adhésion.

## **La Voix du Nord : 16/04/10**

### **Bruno Le Maire : « Nous avons besoin d'une régulation européenne sur le lait »**

Le ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire était présent lors de la clôture du 66<sup>e</sup> congrès de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL). Il a réaffirmé son souhait « d'une nouvelle régulation des marchés agricoles à l'échelle européenne.



Le commissaire européen à l'Agriculture Dacian Ciolos pourrait faire des propositions de réglementation européenne des produits laitiers avant la fin de l'année.

## **Métro : 16/04/10**

### **La Grèce appelle à l'aide**

La Grèce a entamé hier le processus qui pourrait enclencher l'activation du mécanisme d'aide afin de mettre un terme à sa dramatique dérive budgétaire. Une personne du FMI se rendra lundi à Athènes afin de définir le montant et les modalités d'un prêt éventuel.

## **La Voix du Nord : 19/04/10**

### **Herman Van Rompuy publie ses haïkus**

Le président permanent de l'Union européenne Herman Van Rompuy a présenté son premier recueil de haïkus, « une forme de poésie légère » à la mode du Japon. « Je ne vois pas énormément de liens entre poésie et politique. Il y en a bien plus entre poète et homme politique. Ainsi, un poète haïku ne peut, en politique, ni être extravagant, ni fortement vaniteux, ni extrémiste » a-t-il déclaré. Le haïku s'appuie sur un code qui est d'écrire trois vers de respectivement cinq, sept, cinq syllabes.

## **20 minutes : 19/04/10**

### **Grèce**

### **Finalisation du plan d'aide**

Une délégation de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne se rendra mercredi à Athènes, dans le but de finaliser les modalités de l'aide à la Grèce.

Le plan d'aide prévoit des crédits pouvant aller jusqu'à 30 milliards d'euros, au taux de 5% pour 2010 et une aide conjointe probable du FMI. Cependant, la Grèce ne pourra bénéficier du prêt du FMI qu'à condition d'adopter de nouvelles mesures d'austérité.



## **La Voix du Nord : 19/04/10**

### **L'UE, sous la pression des compagnies, veut rouvrir des routes**

L'Union européenne va chercher à faire rouvrir le maximum possible de routes aériennes dès aujourd'hui sous la pression des compagnies aériennes. Des vols pourraient être effectués aujourd'hui « mais nous ne transigerons pas sur la sécurité » a déclaré hier à Bruxelles, le secrétaire d'Etat espagnol aux Affaires européennes, Diego Lopez Garrido, dont le pays préside actuellement l'Union européenne.

Deux réunions sont prévues aujourd'hui pour juger de la faisabilité de la reprise des vols. La première sera organisée au siège d'Eurocontrol, l'organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne.

De plus, la présidence espagnole a prévu une réunion extraordinaire des ministres des Transports de l'UE par visioconférence, animée depuis Madrid, car ils ne pourront pas se déplacer a indiqué M. Garrido. Les décisions attendues aujourd'hui s'appuieront sur des vols-tests effectués hier par les compagnies néerlandaises KLM, allemande Lufthansa et française Air France.

## **20 minutes : 20/04/10**

### **Les compagnies aériennes mordent la poussière**

Les compagnies aériennes ont perdu beaucoup d'argent à cause de l'absence de vols. Le trafic reprend peu à peu en France, mais déjà des voix s'élèvent pour dénoncer une mauvaise gestion de la crise par les gouvernements européens. Les compagnies réclament au minimum l'ouverture à la circulation de certains couloirs aériens.

Devant l'ampleur de la crise qui pourrait provoquer des pertes supérieures à celles des attentats du 11 septembre 2001, l'Union européenne a envisagé la possibilité que les Etats versent des aides aux compagnies, tout en rappelant sa position, « il ne peut y avoir aucun compromis avec la sécurité. »

## **20 minutes : 20/04/10**

### **Grèce**

#### **Pas de nouvelles mesures d'austérité**

Le gouvernement grec a exclu hier le fait de durcir les mesures pour redresser ses finances en 2010. Les éventuelles nouvelles mesures sont renvoyées à 2011 et 2012.

## **Méto : 20/04/10**

### **L'Europe se donne de l'air**

Hier, en fin de journée, les ministres européens des Transports se sont accordés afin d'assouplir dès ce matin les restrictions de vols imposés à la suite du passage du nuage de cendres.

Dans la foulée, la présidence espagnole de l'UE a annoncé la réouverture progressive et coordonnée du trafic dans une partie de l'espace aérien européen, au cinquième jour de blocage partiel. Les ministres ont toutefois fait savoir qu'ils ne partagent « pas les critiques » sur les restrictions. Ils ont tous affirmé que la « sécurité est primordiale ».

Le responsable de l'Association internationale du transport aérien (IATA) Giovanni Bisignani a cependant mis en doute les arguments scientifiques sur le danger des particules.

Il a ajouté que « les Européens utilisent encore un système fondé sur un modèle théorique, au lieu de prendre une décision étayée par des faits et une étude du risque ».

## **La Voix du Nord : 20/04/10**

### **Grèce**

#### **Recours, si nécessaire, à l'aide UE-FMI**

Le Premier ministre grec Georges Papandréou, a déclaré hier que « si l'intérêt du pays l'impose » il décidera de recourir « sans hésitation » au mécanisme d'aide financière UE-FMI.

## **La Voix du Nord : 20/04/10**

**21 millions**

### **Le nombre d'emplois sauvés en Europe par les plans de relance**

Les mesures décidées par les gouvernements pour lutter contre les effets de la crise ont permis de sauver et de créer 21 millions d'emplois en 2009 et 2010, d'après le Bureau international du travail (BIT).

## **La Voix du Nord : 20/04/10**

### **Le ciel unique attendra**

Un ciel unique, il y a longtemps que le sujet est sur la table à Bruxelles, mais pour le moment l'objectif reste éloigné. Il a fallu attendre le cinquième jour d'une crise sans précédent pour que les ministres des Transports des 27 se réunissent par visioconférence.

Devant une absence de coordination, le directeur de l'Association internationale du transport aérien (IATA) a fustigé hier la gestion de la crise par l'Union européenne. Bien qu'il existe des organismes européens en charge d'harmoniser le ciel comme Eurocontrol et l'Agence européenne de sécurité aérienne, ce sont les Etats qui décident de l'ouverture ou de la fermeture des aéroports.

La sortie de la crise sera-t-elle mieux orchestrée par l'Union ou verra-t-on la poursuite du « chacun son ciel » ? Le ciel unique devra attendre un air moins chargé de poussières !

## **La Voix du Nord : 20/04/10**

### **Le trafic aérien reprend progressivement en France et en Europe ce matin dès 8h**

La présidence espagnole de l'Union européenne a annoncé hier la réouverture « progressive et contrôlée » du trafic dans une partie de l'espace aérien. Par ailleurs, le nuage de cendres s'est réduit selon les géologues.

Hier, les perturbations restaient nombreuses dans les aéroports européens, mais les vols vont reprendre progressivement aujourd'hui à partir de 8h.

L'Union européenne a décidé d'établir trois zones géographiques. La première est proche du volcan, et les restrictions du trafic sont donc « absolues ». Au sein de la seconde zone, les restrictions seront assouplies, et la troisième zone ne nécessite aucune restriction.

En ce qui concerne la France, le gouvernement a annoncé une réouverture partielle, le rapatriement des voyageurs va se faire progressivement. Des analyses vont être effectuées pour juger de l'impact des particules atmosphériques sur la santé.

### **Le « modèle américain » pour gérer le ciel de l'UE**

Les gouvernements européens critiqués pour avoir interdit le trafic aérien, ont eu une proposition qui s'appuie sur le « modèle américain ». Celui-ci laisse la décision de voler aux compagnies aériennes.

Matthias Ruete, le directeur général des Transports a déclaré que si l'on se base sur le modèle américain « la décision de voler serait prise par les opérateurs plutôt que par les Etats et serait de la responsabilité des compagnies et des pilotes ». Il a ajouté qu'il « faut voir si ce modèle est adaptable à l'Union européenne ».

A l'heure actuelle, la fermeture de l'espace aérien dépend des autorités nationales qui communiquent leur décision à Eurocontrol, l'organisation européenne chargée de coordonner leur mise en œuvre. L'Union européenne s'est dite prête à autoriser les Etats à verser des aides exceptionnelles aux compagnies.

### **Direct Lille Plus : 21/04/10**

#### **EADS vise le contrat des avions ravitailleurs**

Le groupe aéronautique européen EADS a annoncé qu'il présenterait avec une équipe de sous-traitants américains une offre pour le contrat des avions ravitailleurs.

Boeing est également en lice pour ce contrat de 35 milliards de dollars. Les Etats-Unis avaient eu un contentieux avec la France car ils étaient soupçonnés de favoritisme.

**20 minutes : 21/04/10**

**Finances**

**Barroso veut une taxe sur les banques**

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso s'est prononcé hier pour une taxe sur les banques. Cette taxe permettrait de leur faire assumer une partie du coût de la crise financière. Le sujet sera discuté lors de la prochaine réunion du G20 en juin à Toronto.

**Métro : 21/04/10**

**La taxe carbone fait tousser l'Europe**

Officiellement, la France avait suspendu la taxe carbone à une décision au niveau européen. Le commissaire au commerce international, Karel De Gucht a déclaré qu'il ne proposerait pas de taxe carbone aux frontières de l'UE en juin.

Hier matin, la secrétaire d'Etat à l'Ecologie Chantal Jouanno a regretté « une vision de cette taxe comme un outil protectionniste. Bruno Genty, le président de France nature environnement, a déclaré « c'est un mauvais signal de plus. » Il a ajouté que « si des pays comme la France hésite, cela n'incite pas la commission à imposer aux 27 Etats membres de s'engager. »

Quatre pays appliquent déjà une taxe carbone : la Suède pionnière, la Finlande, le Danemark et le Royaume-Uni.

**Métro : 21/04/10**

**Barroso vise les banques**

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso a déclaré hier vouloir imposer les banques pour que celles-ci assument une partie du coût de la crise financière.

## **L'Union : 21/04/10**

### **Aide au développement des pays pauvres L'UE doit revoir le système**

Le commissaire européen à l'aide au développement, Andris Piebalgs prône l'instauration d'objectifs nationaux contraignants, face à l'incapacité des Etats membres de l'UE à tenir leurs engagements en ce qui concerne la coopération internationale.

Il se donne les cinq ans à venir pour rendre l'aide européenne plus lisible et améliorer son efficacité. Andris Piebalgs ajoute qu'il faut donner « un pouvoir de surveillance plus important à la Commission européenne et aux Etats membres pour que les pairs contrôlent ce que chacun fait. »

En ce qui concerne les « objectifs du Millénaire », les grandes économies mondiales se sont engagées à consacrer 0,7% de leur richesse nationale à l'aide au développement d'ici à 2015.

Mais selon les chiffres récemment publiés par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) les grandes économies sont en retard.

Andris Piebalgs a indiqué que « si on veut une politique d'aide au développement européenne digne de ce nom, il serait mieux d'avoir une source de revenus propre. » Le but est de construire un front commun européen en vue du sommet des objectifs du Millénaire en septembre à New York.

## **L'Union : 21/04/10**

### **Pas de proposition de taxe carbone en Europe**

La Commission européenne ne proposera pas de taxe carbone aux frontières de l'UE en juin, selon le commissaire européen au Commerce international Karel De Gucht. Celui-ci a indiqué qu'il y aurait une communication de l'exécutif communautaire sur ce dossier à cette échéance, mais rien de plus. Il a ajouté que « la Commission présentera en juin une communication sur les risques de délocalisation inhérents aux contraintes de réduction des gaz à effet de serre. »

## **L'Union : 21/04/10**

### **Pire qu'un 11 Septembre**

Ce matin le trafic aérien reprendra progressivement dans toute la France. En effet, l'Union européenne a accepté de dissocier les zones d'interdiction et de précaution après cinq jours de paralysie dans le ciel européen.

Les ministres des Transports des Vingt-Sept ont décidé à l'issue d'une visioconférence de restreindre l'interdiction totale de vols aux zones où les particules volcaniques se concentrent le plus.

Le territoire français est considéré comme une « zone de précaution » sur la base des vols tests effectués qui n'ont révélé aucun incident. Un retour à la normale se fera progressivement, et après chaque vol, les moteurs de l'avion seront inspectés.

## **La Voix du Nord : 22/04/10**

### **Grèce : la France s'engage financièrement**

Quand les discussions ont commencé avec le FMI et l'Union européenne sur l'aide à la Grèce, la France a modifié son budget afin de lui prêter cette année 3,9 milliards d'euros. L'impact de cette aide n'est pas visible sur un déficit public déjà record.

## **20 minutes : 22/04/10**

### **Croissance**

### **Prévisions du FMI pour la France**

Selon le FMI, la France est le pays qui tirerait mieux son épingle du jeu que l'ensemble de la zone euro en matière de croissance.



**20 minutes : 22/04/10**

**Fiscalité**

**Bruxelles soutient l'idée de taxes sur les banques**

Hier, en marge d'une session du Parlement de Strasbourg, Michel Barnier, le commissaire européen chargé des services financiers a exprimé son soutien à la proposition du FMI d'abonder via les banques un fonds destinés à faire face à de futures crises financières.

**Direct Lille Plus : 22/04/10**

**3,9 milliards d'euros prêtés à la Grèce**

La France a modifié son budget 2010 pour prêter 3,9 milliards d'euros à la Grèce en pleine crise budgétaire. Cette somme fait partie du plan d'aide décidé il y a dix jours d'un montant de 30 milliards d'euros.

**Métro : 23/04/10**

**Le drapeau brûle en Belgique**

Le gouvernement a présenté hier sa démission et la présidence belge de l'UE pourrait être compromise. Après un énième épisode du conflit entre Wallons et Flamands, le gouvernement belge d'Yves Leterme a présenté sa démission.

Il reste désormais au roi Albert II à accepter ou non cette démission. Ce dernier a déclaré qu'il allait prendre le temps de la réflexion, pour prendre sa décision. Il a ajouté qu'une crise politique porterait « un grave préjudice » à la Belgique en Europe.

En effet, la Chambre des députés serait dissoute et il faudrait alors organiser des élections législatives anticipées qui auraient lieu en juin, date à laquelle le pays doit prendre la tête de l'UE.

## **Direct Lille Plus : 23/04/10**

### **Manifestations à Athènes**

Des affrontements ont éclatés hier à Athènes opposant les forces de l'ordre aux manifestants qui s'étaient rassemblés devant le ministère des Finances. Ces derniers protestaient contre les mesures d'austérité prise par le gouvernement pour juguler le déficit public, révisé hier à la hausse (13,6% du PIB).

## **Direct Lille Plus : 23/04/10**

### **Belgique**

#### **Le gouvernement jette l'éponge**

La Belgique s'enfoncé dans une nouvelle crise politique avec la démission hier de son gouvernement. Cette annonce vient de tomber alors que le pays doit prochainement présider l'UE. Le gouvernement d'Yves Leterme, en place depuis moins de cinq mois, a présenté sa démission hier au roi Albert II.

Cette crise est survenue lors du départ de la coalition au pouvoir de l'Open VLD, parti des libéraux flamands. Ils ont décidé de claquer la porte après l'échec de négociations sur un débat récurrent qui oppose Flamands (60% de la population) et francophones. Les Flamands remettent en cause les droits linguistiques spéciaux accordés aux francophones.

Le roi Albert II doit donc décider s'il accepte cette démission qui serait à l'origine de la dissolution de la Chambre des députés et d'élections législatives anticipées.

La Belgique doit prendre prochainement la présidence tournante de l'UE. « Quelle figure montrerons-nous à l'Europe si nous devons présider l'Union sans gouvernement convenable » déplorait hier l'ancien Premier ministre Wilfried Martens.

## **La Voix du Nord : 24/04/10**

### **Unis au secours de la Grèce**

La Grèce s'est résolue hier à demander l'activation du plan UE-FMI. L'aide de près de 45 milliards d'euros devrait être débloquée rapidement. Ce geste devrait permettre de rassurer les marchés, mais la Grèce reste faible, avec un déficit de 13,6% du PIB en 2009 et une dette dépassant 115% du produit intérieur.

De plus, la méfiance s'est étendue aux pays surnommés les Pigs (Portugal, Irlande, Grèce, Espagne). L'an dernier, le déficit de la zone euro a atteint 6,3% du PIB.

Une gouvernance économique de la zone euro se révèle indispensable, et la question est désormais de retrouver une stabilité à l'euro. D'ailleurs, les pays du G20 dont les ministres des Finances se réunissaient hier, cherchent des instruments communs. L'objectif est de prévenir une nouvelle faillite du système mondial.

## **La Voix du Nord : 25/04/10**

### **En Allemagne des voix s'élèvent pour que la Grèce quitte l'euro**

Après la décision d'Athènes de recourir au plan d'aide de l'Union européenne et du FMI, de nombreuses voix s'élevaient en Allemagne hier pour envisager une sortie de la Grèce de la zone euro.

Selon Hans-Peter Friedrich, un des hauts responsables de la CSU, frange bavaroise du parti conservateur de la chancelière Angela Merkel (CDU), la Grèce « devrait envisager sérieusement de quitter la zone euro. »

Le ministre des Finances Wolfgang Schäuble (CDU) a quant à lui rejeté l'idée d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Il a réaffirmé les exigences de Berlin, concernant la mise en œuvre du plan d'aide, la Grèce doit garantir des mesures d'économies supplémentaires pour 2011-2012, et la stabilité de l'euro dans son ensemble doit être ouvertement menacée.

Des prêts pouvant aller jusqu'à 45 milliards d'euros se baseront sur le programme qui est élaboré actuellement par la Commission, la BCE et le FMI avec les autorités grecques.

## **Direct Lille Plus : 26/04/10**

### **L'aide à la Grèce inquiète**

Le directeur général du Fonds monétaire international, Dominique Strauss-Khan s'est voulu rassurant en déclarant « les citoyens grecs ne doivent pas craindre le FMI, il est là pour les aider. » Avec une dette publique de 300 milliards d'euros, la Grèce s'est résolue à demander l'activation du plan d'aide UE-FMI.

Cependant, cet appel au secours n'est pas du goût de tous, et certains grecs ont manifesté car ils perçoivent l'intervention du FMI comme une ingérence humiliante. En ce qui concerne les pays de la zone euro, l'Allemagne est hostile à cette mesure.

La ministre française de l'Economie Christine Lagarde a quant à elle mis en garde contre toute complaisance. Le plan d'aide français à la Grèce sera débattu début mai à l'Assemblée et porte sur 6,9 milliards d'euros.

## **20 minutes : 26/04/10**

### **Grèce L'Union européenne et le FMI vont lui avancer 45 milliards d'euros**

### **Prêt à portée d'Athènes**

Athènes a été contrainte de demander l'aide de l'Union européenne et du FMI, en effet, les taux des obligations d'Etat grecques qui ont atteint 8,6% sur les marchés ne lui ont pas laissé d'autre choix.

Si la France et l'Espagne ont réagi favorablement, il n'en va pas de même pour l'Allemagne qui a réitéré ses conditions en réclamant la mise en place d'un « plan d'économies crédible ».

L'Etat grec est toujours en discussion avec la mission d'experts mandatée par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI sur le programme à mettre en œuvre en 2011 et 2012 pour réduire son déficit abyssal.

Le FMI s'est engagé à répondre « rapidement à cette demande de la Grèce » selon Dominique Strauss-Kahn. Mais l'intervention du FMI est ressentie comme une ingérence insupportable par la population.

### **La Voix du Nord : 27/04/10**

#### **Le roi a accepté la démission du gouvernement Leterme**

Après une tentative infructueuse de relancer les négociations entre Flamands et francophones, le roi Albert II a accepté la démission du gouvernement d'Yves Leterme. L'aval du roi est indispensable pour valider la démission.

Les deux communautés se disputent les droits linguistiques des francophones dans la banlieue flamande de Bruxelles. Hier, l'Open VLD a fixé à jeudi pour conclure ces négociations, mais les avis restent partagés quant à la capacité des deux camps à résoudre en quelques jours, un dossier sur lequel ils butent depuis des années.

Un compromis semble inévitable. Il permettrait de maintenir et renforcer les droits linguistiques des francophones dans seulement six communes de la banlieue flamande de Bruxelles, où la population francophone est majoritaire. Ces droits seraient voués à disparaître en dehors de ces six communes.

### **La Voix du Nord : 27/04/10**

#### **Athènes annonce de nouvelles mesures**

La Grèce a promis hier de mettre en place de nouvelles mesures en contrepartie du plan d'aide UE-FMI. L'Italie a critiqué hier la « rigidité » de l'Allemagne qui a infléchi sa position par souci de ramener le calme sur les marchés.

« Je le dis très clairement, l'Allemagne va aider (la Grèce), si les conditions sont remplies » a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel. Elle s'est dite « confiante » dans la capacité de la Grèce à remplir ces conditions.

**20 minutes : 27/04/10**

**Grèce**

**Soutien allemand**

La chancelière allemande Angela Merkel a confirmé hier que Berlin aidera Athènes et a promis à ses électeurs que ce ne sera pas du gaspillage. Elle a également exprimé sa « confiance » dans la capacité de la Grèce à présenter un programme d'économies crédible.

**20 minutes : 27/04/10**

**Belgique**

**Le roi accepte la démission du Premier ministre Leterme**

Hier, le roi Albert II a accepté la démission du gouvernement d'Yves Leterme après une tentative infructueuse pour relancer les négociations entre Flamands et francophones. Cette décision conduira à de nouvelles élections législatives début juin.

**Métro : 27/04/10**

**La Belgique toujours plus près de l'implosion**

C'est officiel, le gouvernement d'Yves Leterme n'est plus, en effet, le roi Albert II a accepté la démission du Premier ministre belge. Cette décision ne règle pas le problème.

Les quelques 130 000 francophones vivant dans la banlieue flamande de Bruxelles bénéficient de droits linguistiques élargis. Mais les Flamands voudraient mettre fin à cette exception. Cependant les francophones exigent de lourdes compensations.

Si aucun accord n'est réalisé jeudi, les partis flamands ont menacé de passer en force avec la suppression de ces droits par un vote à la Chambre où ils sont majoritaires. Des élections anticipées pourraient

alors avoir lieu en juin, alors que le pays doit prendre la présidence de l'UE prochainement.

### **Métro : 27/04/10**

#### **Grèce : l'UE se ressaisit**

Les dirigeants européens ont tenté de calmer la zizanie qui a éclaté après l'opportunité de l'aide à la Grèce. Angela Merkel a infléchi sa position et a déclaré qu'une sortie de la Grèce de la zone euro n'était « pas une option ». Nicolas Sarkozy et José Manuel Barroso ont appelé à une « action rapide » contre la spéculation qui menace la Grèce.

### **Direct Lille Plus : 27/04/10**

#### **Barroso en France pour évoquer la crise grecque**

Le président de la Commission européenne était reçu hier à Paris par Nicolas Sarkozy, puis par François Fillon. Le chef de l'exécutif européen et le président de la République ont appelé à une « action rapide et résolue contre la spéculation » afin de stabiliser l'euro.

Nicolas Sarkozy a aussi plaidé en faveur « d'un mécanisme d'ajustement aux frontières » européennes dans la foulée de la conférence de Copenhague, sans toutefois évoquer la taxe carbone.

### **Direct Lille Plus : 27/04/10**

#### **Belgique**

#### **Le pouvoir dans l'impasse**

Le roi Albert II a finalement accepté la démission du gouvernement d'Yves Leterme après l'échec de négociations entre Flamands et francophones.

Le roi avait pourtant chargé le ministre des Finances Didier Reynders de ramener les négociateurs autour de la table. Mais après avoir affirmé que « tous les éléments étaient rassemblés » pour que le dialogue reprenne, le ministre a demandé au roi d'être déchargé de sa tâche.



Selon la chaîne de télévision VRT, ce sont apparemment les partis flamands qui auraient fait blocage. Le pays se dirige donc vraisemblablement vers des élections législatives anticipées en juin. C'est une crise qui tombe mal, alors que la Belgique doit prendre la présidence tournante de l'Union européenne en juillet.

## **La Voix du Nord : 28/04/10**

### **La déroute grecque et le risque de contagion affolent les marchés**

Les Bourses européennes ont plongé hier, (l'euro poursuivait sa chute face au dollar) victimes de la dégradation des notes financières grecques et portugaises.

Des craintes existent sur le risque de contagion des problèmes grecs à d'autres pays européens et notamment à ceux que l'on surnomme les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Espagne).

En fin d'après-midi, les investisseurs se sont rués sur les actifs jugés les plus sûrs. La Grèce a besoin de l'argent de l'UE et du FMI d'ici au 19 mai, selon le ministre grec des Finances. Pour sa part, l'euro est passé sous la barre de 1,32 dollar pour la première fois depuis la fin avril 2009.

## **La Voix du Nord : 28/04/10**

### **L'humour sauvera-t-il la Belgique ?**

Alors que la classe politique se déchire, et que des élections anticipées se profilent pour juin, les Belges conservent leur inégalable sens de l'humour.

En effet, le pays a beau être au bord du chaos constitutionnel et politique, le Premier ministre démissionnaire Yves Leterme fera la promotion d'un film documentaire vantant les talents de la Belgique, au musée des Instruments de musique à Bruxelles.

Les Belges ne manquent pas d'autodérision. En effet, deux magasins voisins, l'un tenu par un Wallon et l'autre par un Flamand, ouvrent à Bruxelles. Sur la vitrine du premier, il est écrit : « Ici, on parle français » et sur celle du second : « Ici, on ne parle pas, on travaille. »

## **20 minutes : 28/04/10**

### **Portugal Les Bourses européennes chutent en réaction à l'envolée des taux d'intérêt portugais Lisbonne, nouvelle cible des spéculateurs**

Calmer les marchés. C'est l'objectif du gouvernement portugais. « Nous ne sommes pas dans une situation aussi critique que la Grèce. Nous n'avons pas menti sur nos statistiques » a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Luis Amado. Le Portugal est confronté à un déficit de 9,4% du PIB (contre 11,4% pour la Grèce).

Mais depuis quelques semaines, Lisbonne est regardé avec suspicion par l'ensemble de la zone euro qui craint un nouveau scénario grec. Selon l'économiste belge Paul De Grauwe, « le Portugal est dans une situation beaucoup moins grave que la Grèce. »

Pour l'économiste Marc Touati, la seule solution est une baisse des taux d'intérêt de la zone euro et une déclaration commune des dirigeants européens.

## **Direct Lille Plus : 28/04/10**

### **Une mobilité étudiante légèrement à la hausse**

Le nombre d'étudiants français partis en Europe grâce au programme Erasmus a augmenté de 9% en 2008-2009. Les étudiants français se dirigent en priorité vers l'Espagne, le Royaume-Uni puis l'Allemagne. En ce qui concerne les stages, ces pays européens ne sont pas en reste, dans le choix des destinations.

C'est une bonne nouvelle, puisqu'en octobre dernier, le commissaire européen pour l'Education Maros Sefcovic, lançait un cri d'alarme sur une « inquiétante » baisse du dispositif Erasmus. Le programme représente environ 4% de la population estudiantine européenne.

La bourse Erasmus est gérée par un réseau d'agences nationales et par l'intermédiaire des universités. Elle n'est pas destinée à couvrir tous les frais. Son montant est de 100 à 200€ par mois.

## **Direct Lille Plus : 28/04/10**

### **Belgique**

#### **La présidence de l'Union européenne en question**

La crise belge peut-elle affecter le reste de l'Europe ? Le roi des Belges, Albert II, a accepté la démission du gouvernement d'Yves Leterme. Un retour précipité aux urnes risquerait de donner davantage de voix aux radicaux et de mener le pays à la paralysie.

C'est un scénario qui n'enthousiasme pas l'Union européenne. En effet, elle a connu une période d'immobilisme lorsque le gouvernement tchèque qui assurait sa présidence en 2009, avait chuté à mi-parcours. La Commission s'est toutefois dite hier « confiante » quant à la capacité de la Belgique à assumer son rôle.

## **La Voix du Nord : 29/04/10**

### **Europe**

Selon une étude espagnole, une courte majorité d'Européens sont opposés au port du voile islamique dans les écoles, mais favorables à la présence du crucifix dans les salles de classe.

## **La Voix du Nord : 29/04/10**

### **Parlement européen**

#### **Chauffeurs routiers : pas plus de quarante-huit heures par semaine**

Les chauffeurs routiers ne doivent pas travailler plus de quarante-huit heures par semaine dans l'UE, selon le vote des eurodéputés qui se sont prononcés hier.

Cependant, les gouvernements européens et la Commission européenne, jugent au contraire que les conducteurs « indépendants » doivent pouvoir continuer à travailler au-delà de la semaine réglementaire de quarante-huit heures.

Le vote doit toutefois être confirmé par une majorité des 736 eurodéputés, lors d'une session plénière en juin. Si c'est le cas, les Etats devront se plier à ce choix.

## **La Voix du Nord : 29/04/10**

### **Grèce, Portugal, Espagne dégradées...**

### **Les agences de notation critiquées**

Les agences de notation, chargées d'évaluer la solidité financière d'un Etat ou d'une entreprise sont fortement critiquées au moment où le plan d'aide à la Grèce piétine et où les marchés s'affolent.

D'ailleurs, le président du Fonds monétaire international (FMI) Dominique Strauss-Kahn a mis en doute leur crédibilité, alors que les marchés boursiers ont de nouveau plongé à la clôture hier.

La Commission européenne est montée au créneau, hier matin, pour appeler ces agences à agir « de façon responsable » dans « une période difficile et sensible ».

La porte-parole de la Commission pour les services financiers a ajouté que les agences de notation doivent « bien prendre en compte les fondamentaux de l'économie grecque et le plan de soutien préparé par la BCE, le FMI, et la Commission. » Cependant, pour d'autres économistes les agences de notation « jouent leur rôle » dans le cadre des emprunts d'Etat.

**20 minutes : 29/04/10**

**Décryptage Alors que l'inquiétude s'empare des marchés financiers, les dirigeants européens tardent à concrétiser le plan d'aide à la Grèce au risque de voir la crise se propager à d'autres pays fragilisés  
La Grèce fait tache d'huile**

Les principaux dirigeants européens ne décideront rien avant le 10 mai quant à l'officialisation du plan d'aide à la Grèce. Pour tenter de calmer les marchés, les dirigeants européens ont multiplié les déclarations rassurantes. Le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet et le président du FMI ont tous les deux fait part de l'urgence d'agir.

**Athènes entraîné dans un cercle vicieux**

Les marchés financiers sont persuadés que la Grèce ne pourra pas rembourser sa dette pharaonique, et les intérêts liés à celle-ci, ce qui entraîne le pays dans un cercle vicieux. La crise avait été déclenchée en décembre 2009, avec la révélation par le nouveau gouvernement socialiste de la vraie ampleur de la dette publique. Le pays a dû s'imposer une rigueur budgétaire extrême.

**Lisbonne plombé par sa croissance en berne**

C'est désormais Lisbonne qui affronte la tempête spéculative. Alors que le pays est déjà affaibli par un déficit important, il doit payer des taux très élevés pour emprunter sur le long terme. Le pays souffre d'une faible compétitivité, et d'une croissance en berne. Les dirigeants du pays se sont indignés de cette attaque boursière, car le Portugal reste moins endetté que la Grèce.

**Madrid piégé par la bulle immobilière**

Hier, c'était au tour de l'Espagne de voir la note de sa dette se dégrader. Le pays doit composer avec une économie mal en point et un taux de chômage affolant.

La croissance des années précédentes s'appuyait sur le bâtiment selon l'économiste Benjamin Carton, « aujourd'hui, il y a plus d'un million de logements vides.

Le pays doit trouver un autre moteur de croissance. » Mais l'Espagne reste encore à l'abri d'une crise de grande ampleur, car la santé de ses finances publiques lui laisse une marge de manœuvre suffisante.

### **Dublin victime de l'aide apportée aux banques**

La contagion spéculative peut-elle atteindre Dublin ? Selon l'économiste Benjamin Carton, ce qui rend l'île vulnérable est sa prise de décision « d'absorber à sa charge le bilan des banques. Cela a contribué à faire grimper sa dette. » Cependant, l'Irlande possède des atouts et notamment « une bonne dynamique exportatrice » selon Benjamin Carton.

### **La France, impliquée mais pour l'instant à l'abri**

Comme toutes les Bourses européennes, Paris a terminé dans le rouge hier soir, mais la fébrilité de la zone euro ne devrait pas avoir d'impact à court terme sur l'économie hexagonale.

En effet, si la dette et le déficit de la France demeure supérieurs aux taux fixés par Bruxelles, les marchés ne doutent pas de la capacité du pays à rembourser ses intérêts. Les agences de notation de la dette accordent toujours leur pleine confiance à Paris.

De plus, le gouvernement français répète qu'un plan d'austérité n'est pas actuellement à l'ordre du jour, et s'est aussi engagé à aider la Grèce.

Le seul secteur qui pourrait inquiéter et celui des banques privées françaises qui sont fortement impliquées dans la crise grecque. Elles détiennent des obligations émises par l'Etat grec, ainsi que des titres de créances du secteur privé, et leur exposition dépasse 50 milliards d'euros.

**Méto : 30/04/10**

## **Echauffourées en Grèce**

Hier soir, la police grecque a tiré des gaz lacrymogènes pour disperser des manifestants qui se rendaient au ministère des Finances, pour protester contre les mesures d'austérité annoncées.

**20 minutes : 30/04/10**

## **Grèce Les négociations sur le plan d'aide au pays « bientôt terminées »**

### **Un répit fragile dans la crise**

Après deux jours de panique spéculative qui menaçait de faire vaciller plusieurs pays de la zone euro, les Bourses ont enfin montré des signes d'accalmie.

Une déclaration de Bruxelles a détendu la situation. Selon le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn, les négociations sur le plan d'aide à la Grèce sont « sur le point d'être terminées. » Athènes, l'UE et le FMI se seraient entendus sur les sommes d'argent à prêter et sur les efforts de la Grèce en contrepartie.

On parle de 100 à 120 milliards d'euros, répartis sur trois ans. En ce qui concerne l'année 2010, 45 milliards ont été promis, et l'aide pourrait être débloquée le 7 mai. Pour obtenir ces fonds, la Grèce devra consentir à un régime de rigueur.

Hier, toutes les Bourses européennes ont clôturé à la hausse, et le spectre de la contagion s'éloigne momentanément des côtes portugaises et espagnoles. Cependant ce calme retrouvé demeure bien fragile, selon Nicolas Bouzou, analyste du cabinet Axerès « le problème du déficit public énorme de plusieurs pays européen est toujours là. »